

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Afrique de l'Est et de l'Océan Indien

Semaine du 27 janvier au 31 janvier 2025

**UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE NAIROBI**  
 EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION  
 (ADDIS ABEBA, DAR ES SALAM, KAMPALA, TANANARIVE)

### Faits marquants

- ❖ **Comores** : Présentation des nouveaux statuts de la Banque centrale
- ❖ **Djibouti** : Accord stratégique pour la construction d'un espace de stockage des céréales
- ❖ **Kenya** : Moody's revoit à la hausse ses perspectives sur la notation souveraine

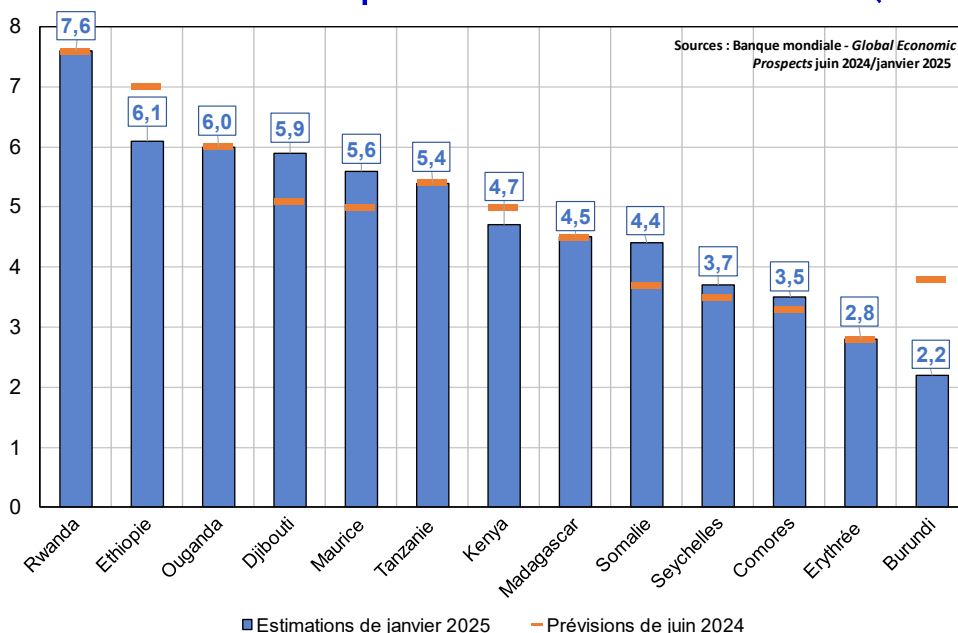
#### LE CHIFFRE A RETENIR

## 50 Md USD

L'INVESTISSEMENT DES PARTENAIRES DE  
 MISSION 300 POUR ACCELERER L'ACCES A  
 L'ÉNERGIE DANS TOUTE L'AFRIQUE

### Le graphique de la semaine

**AEOI : évolution des prévisions de croissance 2024 (en %)**



Ce graphique compare les prévisions de croissance 2024 de la Banque mondiale, publiées en juin 2024, aux estimations actualisées de janvier 2025. La croissance a été révisée à la hausse pour de nombreux pays, notamment Djibouti (+5,9 %), portée par la demande en services logistiques et les investissements. Celle de Maurice (+5,6 %) a été soutenue par la reprise du tourisme et des services financiers et la Somalie (+4,4 %) a bénéficié d'une meilleure intégration régionale. À l'inverse, la croissance a été plus faible qu'anticipé en Éthiopie (+6,1 %), où la sécheresse a pesé sur l'agriculture, au Burundi (+2,2 %), affecté par des pénuries de carburant et de devises étrangères, et au Kenya (+4,7 %), en raison d'une dégradation de la confiance des agents économiques suite aux manifestations de l'été dernier.

## REGIONAL

### Les chefs d'État africains s'engagent pour transformer le secteur de l'énergie en Afrique

Les 27 et 28 janvier 2025, le Sommet africain de l'énergie Mission 300, qui s'est tenu à Dar es Salam, a réuni 30 chefs d'État et des leaders de différents horizons en vue d'accélérer l'accès à l'électricité pour 300 millions de personnes en Afrique d'ici à 2030. La [Déclaration sur l'énergie de Dar es Salam](#), approuvée lors du Sommet, constitue une étape clé dans la réduction du déficit énergétique en Afrique. Lors du sommet, les partenaires de Mission 300 se sont engagés sur un appui dépassant les 50 Md USD pour augmenter l'accès à l'énergie dans toute l'Afrique. La déclaration va, à présent, être transmise au Sommet de l'Union africaine pour approbation visée en février 2025.

## COMORES

### Présentation des nouveaux statuts de la Banque centrale des Comores

Le 24 janvier, une cérémonie de présentation des nouveaux statuts de la Banque centrale des Comores (BCC), visant à moderniser sa gouvernance, s'est tenue au ministère des Finances comorien, en présence du ministre des Finances, Ibrahim Mohamed Abdourazak, et de Sylvain Riquier, l'Ambassadeur de France aux Comores. La représentation comorienne au sein du Conseil d'administration sera renforcée, avec quatre administrateurs comoriens, sur un total de six membres. Par ailleurs, deux nouveaux comités ont été créés : (i) le Comité de politique monétaire et de gestion des réserves, et (ii) le Comité de supervision bancaire, qui aura la charge d'assurer la stabilité du système financier local. La BCC va en outre reprendre la supervision du secteur des assurances. Le principe du taux de change fixe entre le franc comorien et l'euro est conservé.

## DJIBOUTI

### Un accord stratégique pour la construction d'un espace de stockage des céréales

Le géant turc de l'agroalimentaire, Tiryaki Agro, a conclu un accord stratégique avec la Société financière internationale (SFI) pour la construction d'une infrastructure de stockage de produits alimentaires essentiels, principalement des céréales. Accessible depuis les principaux hubs portuaires, cette installation vise à optimiser la chaîne logistique régionale. La SFI apportera l'analyse opérationnelle,

la planification, l'identification et l'engagement des parties prenantes, et l'analyse réglementaire pour aider à préparer le projet. Ce projet, d'un investissement estimé à environ 20 MUSD, a pour objectif de réduire les délais d'attente des navires et de fluidifier les échanges commerciaux avec le Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe, un marché de plus de 580 millions de consommateurs. Alors que le terminal céréalier du port de Doraleh fonctionne déjà presque à pleine capacité avec un silo de 85 000 Mt, cette nouvelle infrastructure renforcera la sécurité alimentaire dans une région particulièrement exposée aux aléas climatiques et aux crises naturelles.

## ÉTHIOPIE

### Une directive encadre et facilite le déploiement de bornes de recharge électriques

L'objectif de cette directive est de permettre une adoption plus rapide des véhicules électriques en facilitant le déploiement des bornes de recharge électrique. Elle autorise dorénavant des acteurs tiers à vendre de l'électricité via les bornes de recharge après obtention d'une licence. Les tarifs pourront être fixés librement par ces acteurs. La directive impose également la mise en place de bornes publiques tous les 50 km le long des routes et autoroutes, et de bornes de recharge rapide tous les 120 km. L'État éthiopien avait introduit fin janvier 2024 une interdiction d'importation des véhicules thermiques dans le pays. Si la décision était motivée par le souhait de réduire ses importations en carburants, coûteuses en devises (3,6 Md USD sur FY2023/24), elle a aussi, mécaniquement, renchéri la demande pour les véhicules électriques. L'Éthiopie vise l'importation de 439 000 véhicules électriques dans le pays d'ici 2030.

## KENYA

### Moody's revoit à la hausse les perspectives sur la note souveraine

Le 24 janvier 2025, Moody's a amélioré la perspective sur la note souveraine kényane de « négative » à « positive » et a réaffirmé sa note Caa1. Cette révision reflète la diminution des risques de liquidité et l'amélioration de l'accessibilité de la dette au fil du temps mais le rapport souligne i) des institutions relativement faibles, ii) la faible prédictibilité des politiques, iii) des niveaux élevés de corruption, iv) des risques environnementaux qui affectent le secteur agricole et iv) des risques sociaux qui incluent des niveaux élevés de pauvreté.

L'ajustement de la note intervient six mois après que l'agence ait abaissé la note du Kenya de B3 à Caa1, à la suite du retrait du projet de loi de Finances 2024/25. Malgré cette notation positive, les taux d'intérêt sur les obligations souveraines ont légèrement augmenté depuis l'annonce.

### **Hausse de +4,5 % de la collecte des recettes au 2<sup>nd</sup> semestre 2024**

La Kenya Revenue Authority (KRA) a collecté 9,3 Md EUR au second semestre 2024 (soit 95,7 % de son objectif initial, en hausse de +4,5 % en glissement annuel). La meilleure perception des recettes ne permet cependant pas d'élever leur niveau par rapport au PIB, celui progressant à un rythme similaire (+4,6 % de prévisions de croissance en 2024 selon le Trésor kényan). La collecte, inférieure aux attentes, a été affectée par le ralentissement de la demande intérieure et de l'activité dans plusieurs secteurs.

## **MADAGASCAR**

### **Présentation du Pacte énergétique national d'un coût de 7,2 Md USD**

À l'occasion du *Mission 300 Africa Energy Summit* qui s'est tenu en Tanzanie (27-28 janvier), le gouvernement malgache a présenté son nouveau Pacte énergétique national (PEI) à l'horizon 2030. Le PEI vise d'ici 2030 un taux d'accès de 80 % à l'électricité (36 % actuellement) et de 50 % à la cuisson améliorée et propre (14 % actuellement). Les besoins d'investissements du PEI s'élèvent à près de 7,2 Md USD qui seraient financés à hauteur de 8 % sur ressources propres internes du gouvernement (0,6 Md USD), 30 % via des prêts et subventions des partenaires techniques et financiers (2 Md USD), et 63 % par le secteur privé (4,6 Md USD). Le PEI prévoit notamment l'extension et la densification des réseaux de la compagnie nationale d'électricité Jirama et du secteur privé (1,2 Md USD), la fourniture de kits solaires (0,8 Md USD), des projets de cuisson améliorée (0,3 Md USD) ou la construction de mini et nano-réseaux (1,6 Md USD).

## **MAURICE**

### **Un déficit commercial de 3 Md EUR sur les 3 premiers trimestres 2024**

Selon le dernier rapport de *Statistics Mauritius*, les exportations totales de marchandises ont progressé de +6,9 % entre janvier et septembre 2024 (1,7 Md EUR, après 1,6 Md EUR sur la même période en 2023). Cette hausse s'explique par l'augmentation des

exportations de provisions de bord (accastillage) et de carburants (+60,2 %) et des produits chimiques et connexes (+8,2 %). Les importations ont connu une hausse de +8,1 %, atteignant 4,7 Md EUR. Les trois plus fortes hausses en termes d'importation concernent les combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes (+18,8 %), les produits chimiques et apparentés (+11 %) et les machines et équipements de transport (+9,1 %). Le déficit commercial s'est ainsi creusé à -3 Md EUR (après 2,7 Md EUR).

## **UGANDA**

### **Ajustement du budget en cours suite à la suspension de l'aide américaine**

L'aide publique au développement des États-Unis en Ouganda s'est élevée en engagement à 471 M USD en 2024, concentrant ses interventions dans le domaine de la santé et du développement. A cela s'ajoute plus de 182 USD d'aide humanitaire positionnant Washington comme le premier bailleur devant la Banque mondiale. La décision du Président Trump de suspendre l'aide américaine pour 90 jours impacte de nombreux programmes et la continuité des services de santé (les emplois de plus de 2 000 soignants sont menacés). Le gouvernement ougandais a pris acte de cette décision et envisage un ajustement du budget en cours de préparation pour FY2025/26 avec la possibilité de couper les dépenses de certains projets routiers. Les investissements du gouvernement ougandais dans la santé sont insuffisants au regard des objectifs internationaux, notamment ceux issus du protocole d'Abuja de 2001 (objectif de 15 % de dépenses dans le budget national).

## **RWANDA**

### **Signature des accords de coopération avec la Turquie**

Le jeudi 23 janvier, le Président Paul Kagame et le Président turc Recep Tayyip Erdogan ont signé quatre accords de coopération afin de renforcer leurs relations bilatérales. Ces accords comprennent un protocole d'accord dans les secteurs de la défense, de la radio et de la télévision, des médias et des communications, ainsi que des enquêtes sur les accidents et les incidents graves d'aéronefs civils.

## SEYCHELLES

### Levée du moratoire sur l'achat de propriétés résidentielles par des non-Seychellois

A l'issue du Conseil des ministres du 22 janvier, le gouvernement a approuvé la levée du moratoire sur l'achat de propriétés résidentielles par des non-Seychellois, en vigueur depuis début 2021, ainsi que l'adoption de nouveaux critères visant à réglementer les transactions correspondantes. Cette décision vise à attirer les investissements directs étrangers et à augmenter les recettes publiques, tout en garantissant l'accessibilité du logement. Cette nouvelle réglementation restreint toutefois la propriété des non-Seychellois à des résidences haut de gamme dépassant des seuils de prix spécifiques, préserve l'accès aux logements abordables en faveur des locaux, et intègre des mécanismes de sanction et des examens périodiques des critères.

## SOMALIE

### Signature d'un accord de partenariat avec l'Égypte

Le jeudi 23 janvier 2025, les présidents somalien et égyptien ont signé un accord de partenariat visant à renforcer la collaboration dans les domaines de l'éducation, de la justice, de la politique, de la sécurité, du commerce et du développement économique. Plusieurs protocoles d'accord ont également été signés par les ministres des Affaires étrangères respectifs, le plus important étant l'exemption mutuelle de visa pour les détenteurs de passeports diplomatiques.

## SOUDAN

### Achèvement imminent de l'extension de l'aéroport de Port Soudan

Le ministre des Transports a annoncé que la dernière phase de l'extension de l'aéroport de Port Soudan, 1<sup>er</sup> aéroport international du pays, en substitution de l'aéroport de Khartoum, devrait être achevé fin février. En plus de l'élargissement des salles de passagers, ce projet vise à ajouter plus de 400 mètres au parking avions, permettant d'accueillir 40 avions

stationnés simultanément et d'accueil plus de 18 avions par jour, comparé à 4 avions en début de la guerre. Le coût total du projet s'élève à 200 M USD. Il est réalisé par un bureau d'études indien, en partenariat avec le complexe des industries de défense ainsi qu'avec l'Autorité des ports maritimes.

## SOUDAN DU SUD

### Nouveau rapport de la Banque mondiale sur les ressources naturelles du pays

Dans son dernier rapport sur les ressources naturelles du Soudan du Sud, publié le 27 janvier, la Banque mondiale a exhorté le pays à diversifier son économie en mettant en valeur ses richesses en pêche, foresterie et faune. Environ 75 % des Sud Soudanais dépendent des écosystèmes locaux pour se nourrir, avoir de l'eau potable et de l'énergie. La pêche emploie 2,1 millions de personnes dont 250 000 à temps plein. La production de la pêche est estimée à 300 000 tonnes/an, mais représente un potentiel de 300 M USD, alors que 70 % de cette production perdue en raison de mauvaises conditions de stockage et de transport. Le rapport pointe également la diminution de -90 % de la faune en raison de la prolifération des armes automatiques. Le secteur forestier couvre 30 % du territoire et pourrait générer 1 Md USD/an de revenus avec une gestion communautaire plus adaptée.

## TANZANIE

### Forte augmentation des projets d'investissement en 2024

Selon le Centre d'investissement de Tanzanie (TIC), en 2024, la Tanzanie a enregistré 901 projets d'investissement, d'une valeur de 9,3 Md USD, soit une augmentation de +41,6 % par rapport à 2022. L'amélioration de l'environnement d'investissement, associée à la loi sur l'investissement de 2022 qui a éliminé les obstacles, a considérablement encouragé l'enregistrement des entreprises dans le pays. Le TIC vise à enregistrer 15 000 projets en 2025.